

Gaza: accroître l'aide humanitaire, mettre fin au blocus et évaluer les dommages

Les députés exigent une estimation détaillée des dommages occasionnés dans la bande de Gaza et une évaluation en profondeur des besoins de la population. Ces évaluations pourraient servir de base aux plans de reconstruction, stipule la résolution adoptée à une large majorité. Le Parlement européen appelle également à accroître l'aide humanitaire, à mettre fin au blocus de la bande de Gaza ainsi qu'à prévenir la contrebande et le trafic d'armes et de munitions.

Les députés européens reconnaissent les souffrances de la population palestinienne dans la bande de Gaza et appellent à accroître l'aide humanitaire. Ils réitèrent une fois de plus leur appel *"à mettre fin au blocus de la bande de Gaza, en conformité avec l'accord sur la circulation et l'accès de novembre 2005"*, et à la *"réouverture immédiate des points de passage des personnes et des biens"*. La résolution adoptée ce mercredi par 488 voix pour, 5 voix contre et 19 abstentions mentionne également *"la prévention de la contrebande et du trafic d'armes et de munitions"*.

L'évaluation des dommages et la reconstruction de la bande de Gaza

La résolution demande qu'il soit procédé à une estimation détaillée des dégâts causés dans la bande de Gaza ainsi qu'à une évaluation en profondeur des besoins de la population de Gaza, pouvant servir de base à des plans de reconstruction. L'aide financière, économique et sociale de la bande de Gaza est un élément essentiel de la sécurité dans la région. L'aide devrait inclure les paiements en espèces pour payer les salaires, les pensions et les allocations pour les personnes les plus vulnérables et les familles.

Le Parlement invite la Commission à élaborer une description et une évaluation globales des perspectives à moyen et à long termes de projets de reconstruction dans la bande de Gaza, financés par l'Union européenne dans le cadre de PEGASE et d'ECHO, ainsi que de leurs incidences budgétaires.

Les députés soulignent à nouveau que *"le soutien financier de l'Union européenne aux Palestiniens ne doit pas être sapé par des destructions continues, qui réduisent le soutien de l'opinion publique européenne aux projets de reconstruction"*.

La conférence internationale des donateurs

En vue de la conférence internationale de soutien à l'économie palestinienne pour la reconstruction de la bande de Gaza, qui se tiendra à Sharm El Sheikh, le 2 Mars 2009, les députés estiment que toute politique durable de reconstruction et de développement dans la bande de Gaza présuppose un cessez-le-feu durable, appuyé sur la *"reprise de négociations de paix sérieuses entre Israéliens et Palestiniens et assorties d'un processus de réconciliation nationale entre Palestiniens"*.

Ils invitent instamment les autres donateurs à s'engager lors de la prochaine conférence des donateurs, et à honorer engagements qu'ils ont pris lors de la dernière conférence des donateurs à Paris en décembre 2007.

Vous trouverez, dès sa disponibilité, le texte adopté tenant compte des amendements éventuels, à l'adresse ci-dessous, en cliquant dans le calendrier sur le jour du vote (18.02.2009).

Débat précédant le vote de la résolution

Haut-Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité

"A la fin de la guerre, le 18 janvier, la souffrance de la population et la destruction dans la bande de Gaza étaient immenses", a déclaré Javier Solana. Il a souligné que "les paramètres d'une solution sont connus, ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique".

La collaboration Union européenne/Etats-Unis

L'Europe a maintenu de longue date son engagement en faveur d'un Etat palestinien viable vivant côte à côte avec Israël, et en faveur de tous ceux qui soutenaient une solution pacifique. En outre, *"les conditions pour que l'Amérique et l'Europe travaillent ensemble pour la paix au Moyen-Orient sont sans doute plus prometteuses que jamais"*, a déclaré le Haut Représentant, de retour d'une visite à Washington.

Elections israéliennes, réconciliation inter-palestinienne

Passant en revue les parties au conflit, Javier Solana a émis le vœu que, suite aux récentes élections israéliennes, *"le nouveau Premier Ministre et le gouvernement soient des interlocuteurs solides pour les négociations de paix"*. Dans le même temps, *"les Palestiniens doivent avoir 'mis de l'ordre dans leur maison', la réconciliation intra-palestinienne étant la clé de la paix, de la stabilité et du développement"*.

Approche multilatérale

L'UE est toujours disposée à aider, et Javier Solana a aussi salué le travail de l'UNRWA. Mais, a-t-il souligné, *"il est clair qu'aucun pays, aucune organisation ne peut, à elle seule, résoudre le conflit"*. Ce qu'il faut, c'est *"la recherche de solutions multilatérales, avec un rôle pour le Quartet, que l'administration des Etats-Unis s'est engagée à utiliser"*.

Ouverture des points de passage

Une perspective à plus long terme, dans les territoires occupés, devrait être la création d'un Etat palestinien et à cette fin *"la bande de Gaza doit devenir économiquement et politiquement viable"*, a déclaré le Haut Représentant. Il a lancé un appel à l'ouverture des frontières pour permettre le passage de l'aide humanitaire ainsi que le transit des personnes et des biens.

Autres acteurs régionaux

La paix au Moyen-Orient a besoin d'un monde arabe uni, a souligné Javier Solana, le prochain sommet arabe étant crucial dans cette perspective. Il a d'ailleurs précédemment décrit l'initiative arabe de paix comme un élément-clé du progrès des négociations. Les élections iraniennes seront également importantes et il a souligné la nécessité de rétablir la confiance avec ce pays.

Se concentrer sur la résolution des conflits

En conclusion, le Haut Représentant a estimé que l'Union européenne se trouvait désormais à la croisée des chemins : le choix entre *"continuer avec les mêmes politiques de gestion de crise et obtenir les mêmes résultats"* ou *"ajuster les politiques, en mettant un accent sur la résolution de conflits, le seul moyen de mettre fin au cycle de mort et de destruction"*.

Commission européenne

Benita Ferrero-Waldner, Commissaire européenne chargée des relations extérieures, a déclaré qu'il fallait faire *"tout ce que nous pouvons pour remettre les discussions sur les rails"*. Ce conflit a eu un énorme impact sur la région, a-t-elle rappelé. *"Il faut dire clairement à tous les leaders israéliens que l'UE attend d'eux un engagement durable et constant à l'égard de la paix"*. D'un autre côté, *"une autorité palestinienne forte, sur tout le territoire, est primordiale"*. Elle a entrepris de s'accorder sur la façon de procéder avec la nouvelle administration américaine, qui s'est déclarée en faveur d'un cessez-le-feu permanent et une reprise des négociations.

La Commissaire a également insisté sur l'engagement de l'UE vis-à-vis des pays de la Ligue arabe. D'après elle, *"ce conflit a porté atteinte aux négociations, non seulement du côté palestinien, mais aussi du côté syrien"*. Elle a réitéré le soutien ferme de l'UE à l'initiative de paix arabe et demandé aux parties de respecter leur engagement. Elle a informé l'Assemblée du plan de travail que l'UE était en train de mettre au point : un cessez le feu permanent, une réponse humanitaire, la lutte contre la contrebande dans Gaza, l'ouverture des points de passage et le renouvellement du processus de paix. Elle a annoncé que l'UE fournirait une aide pour la construction de l'Etat de droit. L'UE s'est donné comme priorité l'aide humanitaire.

Elle a enfin insisté sur le problème de l'accès à Gaza, jugeant *"inacceptable"* de fermer les frontières. *"Joignez-vous à moi pour demander aujourd'hui que l'on rouvre les points de passage"*, a-t-elle demandé aux députés. Lorsque l'accès sera ouvert, *"nous devons réviser nos prévisions financières"*, a-t-elle conclu.

Groupes politiques

Joseph Daul (FR), au nom du groupe PPE-DE, a alerté l'Assemblée : *"la situation à Gaza empire chaque jour un peu plus"*. L'aide humanitaire est insuffisante pour répondre aux besoins sur le terrain, les hôpitaux ne peuvent plus fonctionner correctement. D'après lui, l'UE a beaucoup fait en amont et *"malgré les obstacles, elle continue d'apporter aide humanitaire et assistance à la population de la bande de Gaza"*. Pour lui, *"le message des Européens doit être clair : il est primordial que cette aide puisse circuler librement et sans restriction, et que, dès lors, les points de contrôle soient ouverts"*. Le président du PPE-DE a lancé par ailleurs un avertissement au Hamas qui a *"confisqué l'aide humanitaire distribuée par l'Agence des Nations Unies dans la région, et ne l'a pas restituée"*. Il a recommandé que tous les acteurs concernés anticipent sur la phase de reconstruction et la préparent activement, notamment en préparant un plan pour la réhabilitation de la bande de Gaza, *"essentielle pour la stabilité de la région"*. Il a tenu à préciser par la suite qu'aucune reconstruction ne pourra avoir lieu *"tant qu'un cessez-le-feu durable n'aura été prononcé"*. La cessation des opérations militaires, de la part d'Israël et l'arrêt définitif des envois de roquettes du Hamas sur Israël depuis Gaza, sont *"la condition préalable absolue"* pour rétablir la paix dans la région. Il a estimé que l'Égypte avait *"une responsabilité particulière"* en raison de sa situation frontalière avec Gaza, et devait être activement associée à ce processus de négociation. Il a enfin appelé le Quartet, la Ligue arabe et les diplomates des États membres, *"à continuer à s'engager avec fermeté et détermination dans les négociations"*.

Pour Martin Schulz (DE), qui s'exprimait au nom du groupe PSE, il n'y a *"pas de solution militaire"* pour le Proche-Orient. *"Toute violence engendre la violence et contribue à la spirale de la violence"*, a-t-il expliqué. Le point déterminant est, d'après lui, le dialogue. Benyamin Netanyahu représente pour lui une menace pour le processus de paix, ainsi qu'Avigdor Lieberman. Le Hezbollah est-il disposé à être intégré? *"Tout dépend des résultats électoraux à Téhéran"*. Nous sommes favorables à un gouvernement unitaire des Palestiniens, sinon il ne serait pas possible de maîtriser le processus de paix. *"Le Hamas est-il disposé à participer à un tel gouvernement?"*, s'est-il interrogé. *"La condition sine qua non est de parler avec le Hamas. Il faut le dire à nos amis israéliens"*, a-t-il ajouté, *"tout est lié à tout au Proche Orient"*. Il a déclaré que les colonies de peuplement déstabilisent la région. Et d'insister : *"il ne faut pas croire qu'on peut résoudre un problème par des mesures militaires. Le point clé est la disposition au dialogue"*. Pour lui, il n'y a pas d'autre message à envoyer. Il a conclu en exprimant son respect et son admiration pour la ligne persévérante de dialogue que Javier Solana a poursuivi.

Graham Watson (UK), au nom du groupe ADLE, a déploré le fait d'entendre à nouveau d'un côté les provocations du Hamas et de l'autre, une réponse disproportionnée d'Israël. Il faut reconstruire avec l'argent de l'Union, a-t-il déploré, sachant que cela va à nouveau être détruit. Il a recommandé que les acteurs s'orientent vers une solution diplomatique, car le Hamas renforcé par le conflit ne reconnaît toujours pas Israël qui risque, pour sa part, d'avoir un gouvernement plus dur. Le député a notamment déploré que Tony Blair, envoyé spécial du Quartet au Moyen-Orient, n'ait *"pas mis les pieds"* à Gaza. Il a en outre réclamé une enquête indépendante sur les crimes de guerre à Gaza. Pour lui, l'UE doit prendre la tête d'une *"nouvelle approche positive"*, mais le Conseil, la Commission et la Présidence tchèque n'ont pas indiqué quelle serait leur réponse à un changement de situation.

Brian Crowley (IE), au nom de l'UEN, a estimé que l'UE doit *"s'engager pour la paix et le dialogue et, dans toute la mesure du possible, assurer le temps de la réflexion"*. Mais, d'après lui, la négociation ne se fait pas entre égaux. *"L'un est fort, l'autre est faible et divisé"*. De même, les influences extérieures et la présence des médias ne sont pas les mêmes. Et, troisièmement, *"le plus important"*, ce sont les mêmes personnes innocentes qui continuent de souffrir.

Jill Evans (UK), qui s'exprimait pour les Verts/ALE, a fait partie d'une délégation qui s'est rendue la semaine dernière à Gaza, où la situation humanitaire est jugée *"désespérante"*. Elle a demandé à ce que pression soit faite sur Israël pour que l'aide puisse parvenir et que les points de passage soient ouverts. Pour elle, il faut tenir compte, lors de l'évaluation des dommages causés pendant l'intervention militaire israélienne, de *"l'intention délibérée de la part d'Israël de détruire les infrastructures et l'économie"*.

Francis Wurtz (FR), qui s'exprimait au nom du groupe GUE/NGL, a déclaré qu'il n'était *"pas fier de l'Europe"*, déplorant le manque de courage politique et les occasions manquées. Jusqu'à quelles extrémités les dirigeants israéliens doivent-ils pousser leur inhumanité pour que les dirigeants européens lèvent leur petit doigt et disent enfin *"trop, c'est trop"*, s'est-il interrogé. Israël pousse d'après lui les Palestiniens au désespoir. En 2002, Israël a refusé le projet de paix de la Ligue arabe d'une pleine reconnaissance d'Israël dans les frontières d'avant 1967. Qu'a fait l'Europe depuis 7 ans? Quelle pression l'UE est-elle prête à exercer sur Israël pour rappeler à ses dirigeants que l'appartenance à la communauté internationale a un prix? *"Je voudrais encore croire à un sursaut de l'Europe"*, et ne pas faire reposer l'avenir d'un plan de paix uniquement sur les épaules du nouveau locataire de la Maison Blanche, a-t-il enfin déclaré.

"Les gens de Gaza comptent sur l'aide humanitaire; les points de passages ont été fermés pendant 18 mois", a déclaré Kathy Sinnott (IND/DEM, IE), précisant qu'elle ne s'exprimait pas au nom de son groupe mais en son nom personnel. L'état de siège n'étant pas encore levé, *"nous devrions utiliser l'importance de nos relations commerciales avec Israël pour imposer des sanctions à ce pays"*, a-t-elle ajouté, déplorant que l'Union européenne soit peu disposée à en tenir compte. La députée a plaidé pour la reconstruction des infrastructures, notamment en vue de venir en aide aux nombreux enfants devenus handicapés, suite à l'usage de *"bombes sales"*. Ce qui, selon elle, milite en faveur de l'ouverture d'une enquête sur d'éventuels crimes de guerre.

Pour Jean-Marie Le Pen (FR), parlant au nom des non-inscrits, ce n'est certainement pas l'Europe, *"encore moins son Haut Représentant"*, qui peut jouer le rôle de médiateur entre Israël et les palestiniens. *"Tout au plus sont-ils appelés à financer la reconstruction"*. Il faut que *"ça soit les casseurs qui paient"*, a-t-il estimé. Netanyahu s'est toujours opposé à une trêve avec le Hamas, et l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas a vu sa légitimité diminuer au sein de la population, ce qui complique la tâche du nouveau gouvernement israélien. *"Aujourd'hui, la balle est dans le camp israélien"*. Il a ensuite abordé la réintégration de la France dans la structure intégrée de l'OTAN, qui entraînera pour la France des obligations sévères et risque de renforcer la logique des blocs. Elle obligera, d'après le député, la France à renforcer son contingent en Afghanistan et à augmenter sa participation budgétaire.